

La société française et les effets actuels de la colonisation

Roland Laffitte

Mise en ligne le 4 juillet 2024.

Intervention à la conférence intitulée « Vers la décolonisation : les conséquences de l'assimilation et son impact sur la réalisation des droits de l'homme », au siège de l'ONU à Vienne par le Centre d'Initiative de Bakou le 30 avril 2024.

Considérons l'attitude vis-à-vis des populations venues des pays anciennement colonisés.

Désormais citoyens français et non plus sujets, ils continuent à subir des pratiques administratives et sociales discriminatoires, notamment :

- * arrestations policières au faciès : Arabes ou Africains ont 20 fois plus de chances d'être contrôlés par la police.
- * discriminations à l'embauche : qui porte un nom arabe ou africain a 7 fois moins de réponses positives.
- * refus de location de logement pratiqué par 50% des agences immobilières.
- * ségrégation dans l'urbanisme, les cités-ghettos et l'École.

Aux yeux des juristes réputés, il s'agit là de racisme « **systemique** ».

L'Islam est l'objet d'un traitement discriminatoire

Il est victime d'un triple préjugé renforcé par la colonisation. On lui reproche :

- * de confondre religion et politique : il s'en suit que toute revendication de la part des Musulmans est nécessairement considérée comme politique ;

- * d'être violent par nature, ce qui fait que tout acte accompli par un Musulman peut-être est porteur de violence ;
- * d'être irréformable, ce qui le rend incompatible avec les valeurs de la République et de « notre société ».

À cela s'ajoute que les Musulmans sont suspectés de *taqiyya*, c'est-à-dire d'une prétendue dissimulation rituelle.

Ces préjugés mènent à une transfiguration dévalorisante des notions de la religion islamique : *islām*, *ṣarī'a*, *ḡihād*, etc.

Ces préjugés ont débordé la sphère des mouvements suprématistes, et sont devenus banals dans le monde politico-médiatique. En s'appuyant sur les attentats commis ces dernières années, et même de simples faits divers, ils sont cultivés, à l'Université, par les études islamologiques essentiellement sécuritaires. Celles-ci théorisent une continuité entre courants quiétistes, salafisme apolitique et loyaliste, Frères musulmans, Hamas, groupes djihadistes type Daech, Boko Haram, etc., tout cela mêlé sous le nom d'**islamisme**, sans que l'on sache où est la frontière avec l'Islam, dans un pilonnage idéologique islamophobe quotidien qui crée un climat anxieux.

L'Islam est mis sous tutelle étatique, en dépit de la loi des 1905, qui n'a jamais été véritablement appliquée à l'Islam :

- * L'État vise à **une représentation des Musulmans à sa main**. Il intervient dans les questions d'organisation de l'Islam et même dans des questions théologiques.
- * Au nom d'une laïcité qui rassemble de la gauche anticléricale traditionnelle à l'extrême-droite catholique, l'État élabore **une législation policière antiséparatiste** qui vise les Musulmans et justifie leur mise à part dans la société, prélude aux persécutions qui ont frappé dans l'histoire française celle des Protestants puis des Juifs. Quand la loi ne suffit pas, l'État utilise tracasseries, voire persécutions contre des institutions d'enseignement, les mosquées, associations culturelles ou

sportives, etc., qu'il suspecte d'être des canaux d'influence « islamique », séparatiste et antirépublicaine pour s'attaquer à elles.

Cela caractérise une **islamophobie d'État**, héritage de la colonisation dans un pays qui compte 6 millions de Musulmans, de religion ou de tradition familiale, soit 8 % de la population.

La guerre génocidaire menée à Gaza par l'État israélien aggrave cette situation.

Gouvernement français, grands médias et officialité intellectuelle nient la nature de résistance nationale du mouvement Hamas et font de la guerre menée par Israël une **guerre contre l'islamisme**.

Israël est montré comme « combattant des valeurs démocratiques », « défenseur de la civilisation occidentale », et prolongement de la société occidentale face au « Sud global ». Le sort misérable des Palestiniens est abandonné aux volontés d'Israël et devient une simple question humanitaire et encore.

Emmanuel Macron lui-même établit l'identité antisémitisme = antisémisme. Des militants pour la cause palestinienne sont sommés publiquement de dénoncer le Hamas comme « organisation terroriste », ce que ne fait même pas l'ONU, et des centaines de procès sont menés contre eux.

Cet épisode nous fait revenir aux années de la Guerre d'Algérie, de 1954-1962, en ravivant dans la société un esprit de type colonial qui pèse sur tous nos compatriotes maghrébins et africains.